



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2023/n°727/6.1

Objet : Arrêté de danger imminent sur une concession funéraire
Concession n°307 du 20 mai 1919 attribuée à monsieur Pierre FERDIER
Cimetière communal Fricasse n°1, emplacement F1-D088

Vu le code de général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L 511-1 à L 511-22 et R 511-1 à R 511-13,

Vu le rapport de constatation n°202300190 en date du 09 novembre 2023 dressé par la Police Municipale d'Aigues-Mortes avec avis de monsieur le Directeur des Service Techniques décrivant le danger imminent que représente le monument,

Considérant que l'état de ce monument funéraire constitue un danger pour la sécurité des visiteurs et pour la préservation des monuments mitoyens ; qu'en effet la stèle en pierre positionnée sur la tombale est fortement fissurée et érodée menace de tomber ;

Considérant qu'il y a lieu d'ordonner de toute urgence les mesures indispensables pour faire cesser ce danger ;

ARRETE

Article 1 :

Mesdames et messieurs les successeurs ou ayants droits de la concession n°307 en date du 20 mai 1919 attribuée à monsieur Pierre FERDIER devront faire cesser le péril résultant de l'état du monument funéraire en y effectuant les travaux suivants : dépose, démolition ou réparation de la stèle dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté ou de la date d'affichage.

Article 2 :

Faute pour la personne mentionnée à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai prescrit, il y sera procédé d'office par la commune aux frais de celle-ci ou à ceux de ses ayants droit.

Article 3 :

Le non-respect des mesures de cet arrêté est passible des sanctions pénales prévues à l'article L.511-22 du code de la construction et de l'habitation.

Article 4 :

Si les travaux sont réalisés et permettent de mettre fin à tout danger, le concessionnaire informera la commune pour une vérification sur place afin de prononcer la mainlevée du présent arrêté.

Article 5 :

Notification Le présent arrêté est notifié aux personnes titulaires de la concession contre signature. A défaut de connaître l'adresse actuelle de ces personnes ou de pouvoir les identifier, la notification est valablement effectuée par affichage à la mairie de la commune où est situé le cimetière ainsi que par affichage sur le monument en question.

Article 6 : Recours

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet du Gard. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NIMES sis Avenue Feuchères 30000 NIMES, également dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé.

ARTICLE 7 : Application

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes,
Monsieur l'Elu en charge de la gestion du cimetière,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale d'Aigues- Mortes,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 13 novembre 2023

Le Maire,

The image shows a blue circular official stamp of the 'MAIRIE D'AIGUES-MORTES Gard'. The stamp features a central emblem with a figure and a star. A large, dark ink signature is written over the stamp. Below the signature, the name 'Pierre MAUMEJEAN' is printed in black capital letters.

Pierre MAUMEJEAN